

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 22 mars 2019**

## **CAUSERIE ET INFOS**

Le mot du jour : Pourquoi n'essayerions-nous pas la révolution, le socialisme ? Ceux qui l'évoquent ne sont pas forcément ceux auxquels on pense.

● [Au format pdf \(pages\)](#)

### **Le régime a instauré l'état de siège contre le peuple travailleur, il lui a déclaré la guerre !**

Interdictions de manifester, marquage des manifestants avec des produits chimiques, drones de surveillance, unités mobiles anti-casseurs et appel à l'armée...

- Le colonel Guillaume Thomas, porte-parole adjoint de l'état-major des armées : Il n'y a "jamais eu de problème avec des manifestants ou des 'Gilets jaunes'". Reuters 21 mars 2019

### **L'Union européenne est la négation de la démocratie, ils le disent eux-mêmes. Boycott !**

"Il ne peut y avoir de choix démocratique contre des traités européens" Jean-Claude Juncker, Président de la commission européenne "Vous devez comprendre lentement mais sûrement qu'il n'y a plus de politique intérieures nationales, il n'y a plus que des politiques intérieures européennes". Viviane Reding, commissaire européen s'adressant à l'Assemblée Nationale française.

### **Il chasse le manifestant, l'opposant, le contestataire, le réfractaire, le résistant, le rebel, le Gilet Jaune : Chassons Macron !**

- La réponse de Frédéric Lordon à Emmanuel Macron l'invitant au grand débat - Le blog de Paeonia 18.03

Extrait.

En réalité, sur la manière dont vous utilisez le langage pour « débattre » comme vous dites, nous sommes assez au clair depuis longtemps. C'est une manière particulière, dont on se souviendra, parce qu'elle aura fait entrer dans la réalité ce qu'un roman d'Orwell bien connu avait anticipé il y a 70 ans très exactement – au moins, après la grande réussite de votre itinérance mémorielle, on ne pourra pas dire que vous n'avez pas le sens des dates anniversaires. C'est une manière particulière d'user du langage en effet parce qu'elle n'est plus de l'ordre du simple mensonge.

Bien sûr, dans vos institutions, on continue de mentir, grossièrement, éhontément. Vos procureurs mentent, votre police ment, vos experts médicaux de service mentent – ce que vous avez tenté de faire à la mémoire d'Adama Traoré par experts interposés, par exemple, c'est immonde. Mais, serais-je presque tenté de dire, c'est du mensonge tristement ordinaire.

Vous et vos sbires ministériels venus de la start-up nation, c'est autre chose : vous détruisez le langage. Quand Mme Buzyn dit qu'elle supprime des lits pour améliorer la qualité des soins ; quand Mme Pénicaud dit que le démantèlement du code du travail étend les garanties des salariés ; quand Mme Vidal explique l'augmentation des droits d'inscription pour les étudiants étrangers par un souci d'équité financière ; quand vous-même présentez la loi sur la fake news comme un progrès de la liberté de la presse, la loi anti-casseur comme une protection du droit de manifester, ou quand vous nous expliquez que la suppression de l'ISF s'inscrit dans une politique de justice sociale, vous voyez bien qu'on est dans autre chose – autre chose que le simple mensonge. On est dans la destruction du langage et du sens même des mots.

Si des gens vous disent « Je ne peux faire qu'un repas tous les deux jours » et que vous leur répondez « Je suis content que vous ayez bien mangé », d'abord la discussion va vite devenir difficile, ensuite, forcément, parmi les affamés, il y en a qui vont se mettre en colère. De tous les arguments qui justifient amplement la rage qui s'est emparée du pays, il y a donc celui-ci qui, je crois, pèse également, à côté des 30 ans de violences sociales et des 3 mois de violences policières à vous faire payer : il y a que, face à des gens comme vous, qui détruisent à ce point le sens des mots – donc, pensez-y, la possibilité même de discuter –, la seule solution restante, j'en suis bien désolé, c'est de vous chasser.

Il y a peu encore, vous avez déclaré : « Répression, violences policières, ces mots sont inacceptables dans un Etat de droit ». Mais M. Macron, vous êtes irréparable. Comment dire : dans un Etat de droit, ce ne sont pas ces mots, ce sont ces choses qui sont inacceptables. À une morte, 22 éborgnés et 5 mains arrachées, vous vous repoudrez la perruque et vous nous dites : « Je n'aime pas le terme répression, parce qu'il ne correspond pas à la réalité ». La question – mais quasi-psychiatrique – qui s'en suit, c'est de savoir dans quelle réalité au juste vous demeurez.

Des éléments de réponse nous sont donnés par un article publié il y a de ça quelques jours par le Gorafi sous le titre : « Le comité de médecine du ministère de l'intérieur confirme que le LBD est bon pour la santé ». On peut y lire ceci : « Christophe Castaner s'est réjoui des résultats des tests du comité de médecins et a aussitôt signé une ordonnance qualifiant de rébellion et outrage à agent toute personne qui mettrait en cause la fiabilité de cette étude ». M. Macron, voyez-vous la minceur de l'écart qui vous tient encore séparé du Gorafi ? Vous êtes la gorafisation du monde en personne. Sauf que, normalement, le Gorafi, c'est pour rire. En réalité, personne ne veut vivre dans un monde gorafisé. Si donc le macronisme est un gorafisme mais pour de vrai, vous comprendrez qu'il va nous falloir ajuster nos moyens en conséquence. Et s'il est impossible de vous ramener à la raison, il faudra bien vous ramener à la maison.

Tous les glissements éditorialistes du pays sur votre légitimité électorale ne pourront rien contre cette exigence élémentaire, et somme toute logique. En vérité, légitime, vous ne l'avez jamais été. Votre score électoral réel, c'est 10%. 10% c'est votre score de premier tour corrigé du taux d'abstention et surtout du vote utile puisque nous savons que près de la moitié de vos électeurs de premier tour ont voté non par adhésion à vos idées mais parce qu'on les avait suffisamment apeurés pour qu'ils choisissent l'option « ceinture et bretelles ».

Mais quand bien même on vous accorderait cette fable de la légitimité électorale, il n'en reste plus rien au moment où vous avez fait du peuple un ennemi de l'État, peut-être même un ennemi personnel, en tout cas au moment où vous lui faites la guerre – avec des armes de guerre, et des blessures de guerre. Mesurez-vous à quel point vous êtes en train de vous couvrir de honte internationale ? Le Guardian, le New-York Times, et jusqu'au Financial Times, le Conseil de l'Europe, Amnesty International, l'ONU, tous sont effarés de votre violence. Même Erdogan et Salvini ont pu s'offrir ce plaisir de gourmets de vous faire la leçon en matière de démocratie et de modération, c'est dire jusqu'où vous êtes tombé.

Mais de l'international, il n'arrive pas que des motifs de honte pour vous : également des motifs d'espoir pour nous. Les Algériens sont en train de nous montrer comment on se débarrasse d'un pouvoir illégitime. C'est un très beau spectacle, aussi admirable que celui des Gilets Jaunes. Une pancarte, dont je ne sais si elle est algérienne ou française et ça n'a aucune importance, écrit ceci : « Macron soutient Boutef ; les Algériens soutiennent les Gilets Jaunes ; solidarité internationale ». Et c'est exactement ça : solidarité internationale ; Boutef bientôt dégagé, Macron à dégager bientôt.

### **Commentaire d'internaute**

- Non, on vit un cauchemar. Si la droite, c'est le capitalisme et la haine contre le peuple, alors Macron et sa bande (Castaner, Griveaux, etc.) ne sont pas d'extrême droite, mais d'ultra-droite. Et ils sont suivis par l'électorat bourgeois de l'ex-UMP.

- Je ne veux pas nourrir une querelle sémantique, mais extrême droite veut dire pour moi:
- une politique économique entièrement tournée vers les plus riches(sans commentaires)
- un politique extérieure de pillage et de colonialisme(soutien total aux USA)
- un racisme social (sans commentaires)
- un racisme ethnique...(voir le reportage du Média sur Briançon et faire un tour sur la méditerranée...)
- Une légitimation de la violence

Cocher les cases correspondantes et comparons Lepen et Macron...

### **Vive la révolution prolétarienne et socialiste !**

LVOG- Le pays est au bord de l'explosion sociale ou de la révolution. Non, on n'a pas lu cela dans un éditorial d'un parti du mouvement ouvrier, ce n'est pas vraiment leur ligne politique.

Après nos dirigeants expliqueront que les conditions ne sont pas favorables à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ou que c'est très compliqué, voire quasiment impossible pour justifier leur bilan nul sur cette question déterminante ou leur incurie légendaire. Et leurs militants les croient ! Il y a quelque temps déjà un militant m'avait écrit que la situation était révolutionnaire en France et que je ne le voyais pas.

En fait rien ne permettait de me convaincre dans son argumentation qu'une révolution pourrait se déclencher en France, je devais le croire sur parole, or je ne fonctionne pas ainsi. Je sais par expérience que les conditions des masses peuvent être autrement plus épouvantables dans de nombreux pays sans qu'il y ait pour autant de révolution. Donc je suis très circonspect ou prudent sur cette question et bien d'autres, et je ne me fie pas aux apparences ou je ne pratique pas l'autosuggestion ou encore, je ne prends pas mes désirs pour la réalité.

J'ai répété une multitude de fois qu'il avait toujours existé des millions de travailleurs pauvres en France et leurs familles pour en être issu, pour avoir vécu cette condition pendant toute mon enfance et mon adolescence chez mes parents, c'était une de mes tantes et ma grand-mère maternelle qui permettaient à mes parents de finir les fins mois ou de nous nourrir entre les années 50 à mi 75, de ma naissance à mes 20 ans lorsque je quitta la demeure familiale pour vivre ma propre expérience de jeune travailleur pauvre, misérable. Une fois j'irai travailler trois jours sans avoir pris un seul repas, c'est pour dire que je connais ce genre de situation. Et ici en Inde, n'en parlons pas, je ne parle pas de ma condition qui est relativement confortable, mais dans mon entourage, mon village, où régulièrement je nourris des affamés qui ne pensent pas à la révolution autant dire, ils ignorent même ce qu'est une classe sociale...

Mes souvenirs de jeunesse quand j'habitais Paris, au 6 rue Joubert, ce sont des clochards partout dormant sur les trottoirs, je les enjambais quand j'allais à l'école, sous le porche qui donnait sur la cour, puis un peu plus loin à côté de la librairie, en face devant un hôtel de passe, plus loin sous les arcades des Grands Magasins, dans le passage de Havre, puis sur les grilles du métro aux abords de la gare Saint-Lazare, dans les couloirs de la gare ils étaient encore plus nombreux, et évidemment dans le métro pour se réchauffer.

La réaction est de toute évidence plus capable d'analyser la situation et davantage lucide que nos dirigeants empêtrés dans leur dogmatisme, leurs contradictions et un déni permanent de la réalité.

### **- Dégoût, colère, envie de révolution... : l'étude exclusive qui révèle la très sombre humeur des Français relativement aux autres Européens. - atlantico.fr 20.03.2019**

Un sondage Ifop en exclusivité pour Atlantico en partenariat avec cinq autres instituts en Europe montre notamment que 39% des Français considèrent que pour changer la situation du pays, il faudrait une révolution. Nous publions aujourd'hui la partie un de cette enquête en quatre volets.

Atlantico : Selon un sondage IFOP pour Atlantico, 39% des Français considèrent que pour changer la situation du pays, il faudrait une révolution, tandis que 50% d'entre eux considèrent plutôt qu'il faudrait un programme de réformes. Comment expliquer cette situation comparativement aux autres pays européens ?

David Nguyen : La première chose à dire est qu'il s'agit d'un chiffre absolument spectaculaire. Quatre Français sur dix considèrent qu'une révolution serait une bonne solution : même si nous ne savons pas exactement ce qu'ils mettent derrière ce mot, c'est la marque d'une radicalité très présente au sein de la société. Ce qui nous permet de dire que cela est un taux important c'est que ce chiffre est beaucoup plus élevé que dans tous les autres pays européens que nous avons testé. On observe 39% de révolutionnaires potentiels en France contre 20% en Allemagne, 14% en Autriche, 13% en Espagne, 28% en Italie et 14% parmi les Polonais. Dans ces pays, l'attachement à une logique réformiste est plus élevée qu'en France et la propension à la révolution plus faible. Même si le réformisme reste dominant dans notre pays avec 50% des

français qui ne veulent pas en passer par une révolution mais plutôt par des réformes, ce résultat indique un désir de changement particulièrement intense.

Ne peut-on pas voir un décalage entre la perception du gouvernement qui semble parier sur un tassement du mouvement et le résultat de ce sondage ?

David Nguyen : Effectivement. L'adhésion à une logique révolutionnaire chez une grosse minorité des Français indique un niveau de tension politique élevé. Il faut préciser de surcroît que notre enquête a été réalisée au milieu du mois de février, quand la situation s'était en apparence un peu calmée. Nous étions en plein grand débat avec une forme de reconnexion de l'exécutif avec une partie des Français et une remontée d'Emmanuel Macron dans les sondages. Or, ce sondage montre que la colère était encore là et était prête à exploser à la moindre étincelle. C'est ce qui s'est produit lors de ce dernier samedi, probablement avec un effet de contraste avec un président sur les pistes de ski qui n'a pas dû arranger les choses. On voit bien que, malgré un grand débat presque terminé, le niveau de radicalité n'a pas du tout baissé. Pour les jours à venir, il faut rappeler que nos dernières mesures établissaient un aggloméré de 54% des Français qui soutenaient ou avaient de la sympathie pour le mouvement des gilets jaunes. Il est possible que l'on assiste à une baisse de ce soutien global après un acte 18 particulièrement violent, mais ce sera le "ventre mou" qui aura un peu bougé, et nous aurons encore probablement plus de 40% des Français qui auront une opinion positive, malgré la dramatisation des violences. Le gouvernement ne peut donc a priori pas miser sur un grand basculement de l'opinion vis-à-vis des gilets jaunes, tout simplement parce que leurs demandes sociales sembleront toujours légitimes à toute une partie de la population.

Quelles sont les différences de ce caractère révolutionnaire selon des orientations politiques des Français ?

David Nguyen : Les électorats majoritairement révolutionnaires se trouvent du côté de la France insoumise que du Rassemblement national : 57% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon de 2017 et 66% des électeurs de Marine Le Pen 2017 pensent qu'il faut passer par une révolution pour changer les choses en France (contre 13% pour les électeurs d'Emmanuel Macron). Lorsqu'on regarde les intentions de vote pour les européennes de 2019, on passe à 67% des électeurs de la FI soit 10 points de plus de radicalité révolutionnaire et 71% des électeurs du RN, soit 5 points de plus. On voit donc que les révolutionnaires potentiels se trouvent d'abord dans les formations les plus opposées au gouvernement actuel et que cette radicalité s'est renforcée depuis le début du quinquennat. Cela veut dire que les électorats de ces deux formations, qui n'ont jamais été au pouvoir, considèrent qu'il n'y a pas d'issue dans le cadre institutionnel actuel. A ce stade on ne sait donc pas si une alternance régulière avec Jean-Luc Mélenchon ou Marine Le Pen serait suffisante aux yeux de ces électorats, ou s'il faudrait aller plus loin en mettant à bas les institutions actuelles. Il y a en tout cas une appétence pour un changement radical. A ce titre, il ne faut pas oublier que le livre d'Emmanuel Macron qui avait lancé sa campagne s'intitulait "Révolution". Si évidemment tous les Français n'y ont pas cru, et que tout le monde a bien compris qu'il ne s'agissait pas de renverser totalement le système en place, nous avons vu dans nos études qu'il y a eu une vraie séduction qui s'était opérée en début de quinquennat auprès de certaines catégories même parmi les plus populaires, sur l'idée d'un changement radical, de quelqu'un qui allait faire ce que les autres n'avaient jamais fait, qui avait renvoyé dans leurs cordes les anciens responsables politiques. On peut penser que ce désir de révolution et de radicalité a été d'autant plus déçu pour ces populations, qui ont pu avoir l'impression d'être finalement face à un pouvoir encore plus éloigné d'eux qu'auparavant.

Selon un sondage IFOP pour Atlantico, 39% des Français considèrent que pour changer la situation du pays, il faudrait une révolution, tandis que 50% d'entre eux considèrent plutôt qu'il faudrait un programme de réformes. Comment expliquer cette situation comparativement aux autres pays européens ?

Christophe Boutin : Effectivement, les Français se distinguent, avec un score de 11 points de plus que celui des deuxièmes « révolutionnaires » européens, les Italiens (28%), et de près du double de celui des Allemands (20%) ou du triple de celui des Espagnols (13%).

Il serait tentant de faire un détour par les traditions politiques de ces différents peuples, et de s'interroger sur la place qu'ont eu les phénomènes révolutionnaires dans leur histoire, comme sur la connotation consécutive qu'a pour eux le mot de « révolution ». Or la France, on l'a assez dit, est une nation volontiers révolutionnaire, dont l'histoire récente a été agitée de soubresauts de ce type : 1789, 1830, 1848, 1958... et quand la transition entre deux régimes a pris une autre forme, c'est simplement qu'un coup d'État ou une défaite militaire le permettait, et non qu'il s'agissait d'une transition « pacifiée » (Thermidor, Brumaire, 1814,

1870, 1940, 1944). Dans les autres nations considérées dans le sondage, on trouve dans la même période des guerres dynastiques ou des guerres d'unification, plutôt que des révolutions – même si, effectivement, la crise des nationalités secoua toute l'Europe du XIXe siècle.

Ajoutons à cette première spécificité que notre mystique républicaine, ce « roman national » de propagande, non seulement, fait volontiers d'une révolution, celle de 1789, l'acte de naissance véritable de notre nation, gommant sans vergogne des siècles d'histoire et l'œuvre de nos rois, mais qu'elle exalte volontiers les autres révolutions que nous avons connues, dans lesquelles, comme dans le célèbre tableau de Delacroix, la liberté est toujours censée guider le peuple. On en est au point dans notre pays où, cinquante ans après l'événement, les « révolutionnaires » de 1968 peuvent utiliser dans les médias et les salons le capital de sympathie acquis en bravant les CRS de Charles De Gaulle, tant être « révolutionnaire » vaut en France brevet d'intelligence et de courage, quelle qu'ait pu être la réalité.

Or on trouve moins de fascination pour les aventures révolutionnaires chez les autres peuples évoqués dans le sondage. Les Italiens, deuxièmes on l'a dit, n'oublent peut-être pas que leur Risorgimento, préparé par les carbonari, fut – un temps – révolutionnaire, et se souviennent peut-être de leurs pulsions garibaldiennes. Mais les Allemands savent que leur gouvernement socialiste mata dans le sang la révolution communiste de Liebknecht et Luxemburg, et que le pays paya ensuite de n'avoir pas su écraser à temps la révolution national-socialiste ; les Espagnols se souviennent qu'ils ont payé bien cher les excès de leur aventure révolutionnaire ; et les Polonais ont trop entendu le mot de « révolution » dans la bouche de commissaire-politiques venus de pays frères pour ne pas hésiter à l'employer.

Mais l'histoire des mentalités n'est pas tout, et, une fois évoqué cet éventuel atavisme, encore faut-il se poser la question de l'impact de la situation actuelle sur la réponse donnée. Quel Français se sent plus particulièrement révolutionnaire ? Si l'on en croit votre sondage, un Français ayant entre 25 et 34 ans (45% privilégient la révolution sur les réformes), appartenant aux catégories populaires (50%) - mais pas chômeur (34%) -, ayant un CAP ou un BEP (50%), habitant une ville de province (41%) et se sentant pauvre (69%). Le portrait-type de ces « Gilets jaunes » du début du mouvement, de cette France périphérique des ronds-points.

Alors, certes, les « laissés pour compte » de la mondialisation existent bien dans les autres pays sondés, mais pas de la même manière. D'abord, parce que certains de ces pays tirent mieux leur épingle du jeu européen que la France, l'Allemagne, bien sûr, mais aussi une Espagne très largement aidée dans les précédentes décennies, ou une Pologne qui l'est de nos jours, autant d'éléments financiers qui peuvent tempérer la sensation d'exclusion. Pourtant, ce n'est pas tant là qu'est la différence que dans la capacité qu'ont ces exclus de se faire entendre. Prenons les pays sondés : en dehors d'une Allemagne toute puissante, en Pologne, en Italie et en Autriche des populistes et/ou nationalistes sont au pouvoir, et en Espagne les révoltés, de gauche ou de droite, jouent un rôle, au moins sur la scène très décentralisée de leurs régions. Il n'y a finalement qu'en France que la contestation du système est à ce point stigmatisée pour ne pas être entendue, que des millions d'électeurs n'ont quasiment pas de représentants, et que les réformes mises en oeuvre depuis quarante ans vont à rebours de leurs attentes clairement exprimées.

Quant aux proximités politiques des révolutionnaires potentiels du sondage, on notera que si les électeurs de La France Insoumise sont 60% à privilégier l'action révolutionnaire, ils sont 61% chez ceux de Debout La France et 73% chez ceux du Rassemblement national. La droite est donc actuellement plus farouchement révolutionnaire que la gauche... ce qui peut nous interroger sur le sens de la révolution envisagée. Deux des fameux « non-conformistes des années 30 », Robert Aron et Arnaud Dandieu, écrivaient en 1933, dans leur ouvrage *La révolution nécessaire* : « Quand l'ordre n'est plus dans l'ordre, il faut qu'il soit dans la révolution ». Nous y sommes.

De la colère au dégoût en passant par déception, les sentiments des Français à l'égard de la situation du pays sont largement négatifs. Comment analyser cette situation ?

David Nguyen : C'est très préoccupant parce que ces sentiments négatifs sont encore plus partagés en France que dans les autres pays européens. Notamment le sentiment de la colère qui est a priori le moteur principal d'un esprit révolutionnaire. Sur ce point, les Français se distinguent de nouveau des autres pays européens avec 32% des citations pour ce sentiment de colère, contre 19% en Allemagne, 18% en Autriche, 23% en Espagne. On voit de nouveau que l'intensité de la défiance est plus forte en France. Ce qu'il faut également noter, c'est que même si tous les pays ont la même hiérarchie des sentiments négatifs, et que

l'espoir et la confiance sont partout en bas de tableau, l'intensité de la colère est également moins forte en Italie alors même que le pays est dirigé par un pouvoir dit populiste. On peut donc penser qu'une partie de la population italienne se retrouve dans le changement politique opéré en Italie et qu'elle considère que, quels que soient les résultats socio-économiques ou sur le front de l'immigration, il y a eu au moins un vrai changement. On peut voir dans ce contraste entre la France et l'Italie une forme d'avant/après le passage du populisme, avec une France dans une situation de cocotte-minute sous pression maximale, quand bien même le président a lâché 10 milliards de dépenses sociales et a organisé le grand débat national. Malgré cela, le pays est au bord de l'explosion sociale. Alors qu'un pays comme l'Italie, qui est souvent présenté dans une situation de chaos, manifeste un sentiment de tension moins élevé, malgré des craintes très élevées notamment sur le front de l'emploi. Dans le détail et pour revenir à la France, les catégories qui expriment d'abord l'idée de déception sont les professions intermédiaires, c'est à dire le gros des troupes de la France du travail. C'est certainement cette France qui a cru en Emmanuel Macron et son discours sur la valeur travail et sur l'idée du redémarrage du pays. Il est inquiétant de voir que la déception est forte chez eux, et cela est certainement le stade qui précède la colère qui concerne déjà les catégories les plus populaires, les ouvriers notamment. Quand on en est à ce stade, on est effectivement moins dans une logique d'alternance démocratique et plus vers quelque chose de radical et de renversement du pouvoir.

De la colère au dégoût en passant par déception, les sentiments des Français à l'égard de la situation du pays sont largement plus négatifs que dans les autres pays considérés. Faut-il voir ici, comparativement à d'autres pays, l'expression d'un décalage perçu entre le statut du pays et la réalité vécue par la population ?

Christophe Boutin : « Déception » (38% des sondés), « colère » (32%) et « dégoût » (28%) sont en effet les trois items qui, dans cet ordre, arrivent en tête en France. À noter que la « déception » est en tête dans l'esprit de tous les citoyens pays sondés, et que les Allemands, avec 40%, sont plus « déçus » encore que les Français par la situation de leur pays. C'est en fait avec la « colère » que la France remporte la palme sur ses pairs, puisque les Polonais sont encore plus « dégoûtés » que les Français de la situation de leur pays.

On retrouve donc ici l'ambiance révolutionnaire, et plus encore quand on examine les items positifs : les Français sont ceux qui ressentent le moins de « l'espoir » (7%, mais autour de 20% dans la plupart des autres pays), et disputent aux Espagnols le plus faible sentiment de « confiance » (3%). On comprend que ces mêmes Français, qui ressentent plus de « tristesse » pour la situation de leur pays que tous les autres peuples sondés, soient les plus gros consommateurs de psychotropes du monde !

On est parfois surpris par contre par la ventilation de ces items entre les différentes catégories de Français. Socialement, ce sont par exemple les 35/49 ans, et ceux qui ont fait des études supérieures (ces derniers n'ayant d'ailleurs guère « d'espoir »), qui sont le plus « déçus ». Et si les 25/34 ans sont en « colère », les 50/64 ans le sont tout autant, et l'on trouve côte à côte dans ce péché capital les CPA/BEP comme les Bac+2...

Politiquement ensuite, pour reprendre les trois items arrivés en tête, les plus « déçus » sont les électeurs du Parti Socialiste (47%) et d'Europe Écologie Les Verts (50%) – mais il est vrai que La République en Marche a taillé des croupières à ceux qui ne s'y sont pas ralliés. Les plus en « colère » - et nous retrouvons bien l'aspect révolutionnaire - sont les électeurs de La France Insoumise et du Rassemblement national. Mais les plus « dégoûtés » viennent notamment de l'Union des Démocrates et des Indépendants et de Debout La France...

On peut tirer de ces ventilations la difficulté de savoir ce que recouvrent véritablement ces items. Les « dégoûts » ou les « colères », même partagés, n'ont en effet peut-être pas les mêmes causes : un UDI pourra par exemple être « dégoûté » par une manifestation violente de « Gilets jaunes », qui pourra aussi mettre « en colère » un 50/64 ans, quand ce « dégoût » et cette « colère » n'auront que peu à voir avec ceux qu'expriment les manifestants.

Quant à la question est de savoir s'il y aurait un décalage entre la réalité du pays et le sentiment des Français, soulignons, d'abord, qu'on fait de la politique avec des sentiments autant qu'avec des faits, et que ces derniers passent même souvent en second en termes d'effets. Etre connaissons ensuite qu'il y a une forte propension à nier crûment certains faits pour tenter de faire disparaître le sentiment : il n'y aurait ainsi pas d'insécurité en France, mais un « sentiment d'insécurité », pas d'immigration croissante, mais un « sentiment d'immigration », et donc pas de décadence de notre nation, en fait riche et puissante, mais un «

sentiment » d'où naîtraient, bien injustement, « déception », « colère » et « dégoût ». Hélas pour nos spécialistes et consultants, les Français sortent dans la rue et doivent payer leur baguette de pain, un choc avec la réalité toujours problématique.

Le mouvement des Gilets jaunes a pu mettre en évidence une rupture entre peuple et élite qui s'affirme au travers de ce sondage, 81% des Français estiment ainsi que l'opposition entre peuple et élite sera forte à court terme. Comment analyser un tel chiffre ?

David Nguyen : Encore une fois la France se distingue de ses voisins européens. Il y a donc une logique dans ce sondage, une cohérence des résultats. On voit une France au bord de l'implosion. 81% des Français pensent qu'il y a une opposition entre peuple et élites qui est forte et même 41% qui la considèrent très forte, ce qui est très élevé. Cela rejoint totalement le concept de sécession des élites qui a été exposé par Jérôme Fourquet dans son livre "L'archipel français" avec l'idée d'une élite qui s'est autonomisée par rapport aux classes populaires. S'il y a toujours eu une opposition et une distinction, la différence est que le poids de l'élite dans la société a explosé avec le renforcement de l'éducation supérieure. On peut donc observer aujourd'hui des bulles assez larges avec des populations urbaines et métropolitaines qui vivent en vase clos, s'expatrient à travers le monde, loin des assignés à résidence des catégories populaires qui ont le sentiment d'être complètement en dehors du film national. Ce qui est terrible, c'est que concernant ce sentiment d'opposition élite/peuple, nous n'avons pas de clivage social ou de clivage politique. C'est à dire qu'il y a une unanimité du constat selon lequel l'opposition peuple/ élites est très forte. On peut le voir d'un point de vue positif, en pensant qu'il s'agit d'une prise de conscience, alors que nous avons au début de la crise des gilets jaunes une forme de sidération des élites. Mais on peut également le voir sous un angle négatif avec une forme d'acceptation de cet état de fait de la sécession des élites.

Christophe Boutin : Premier élément, le terme d'élite est fort mal choisi, car il s'agit en fait, dans l'esprit des sondés, d'oligarchies, c'est à dire justement de fausses élites, d'élites dirigeantes sans véritable légitimité. De vraies élites, il y en aura en effet toujours, dans tous les domaines, dans tous les milieux, élites politique ou ouvrière, artisanale ou paysanne, militaire ou intellectuelle – et sans que ces termes ne soient aucunement exclusifs les uns des autres. Ce à quoi nous assistons, c'est à la fermeture sur elle-même d'une caste oligarchique, interdisant justement la « circulation des élites », la « méritocratie républicaine », « l'ascenseur social », autant de termes qui recouvrent une simple et même chose, l'application de l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 selon lequel : « Tous les citoyens (...) sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents ». Il n'y a donc pas de rupture entre le peuple et l'élite, mais seulement une rupture entre le peuple et l'oligarchie. (Et avec l'élite dont l'auteur de cet article doit faire partie. Vous savez pourquoi ? Il dira plus loin que l'élite peut porter les "revendications" du "peuple", pure imposture. - LVOG)

Intéressante ensuite est la répartition des pourcentages entre les différents peuples sondés : la France est ainsi en tête quand il s'agit de voir à terme une « forte opposition » entre peuple et élite (81%), tous ces peuples ne répondent pas forcément pour les mêmes raisons. La notion « d'élite » a en effet un sens différent selon les pays : très lié au politique dans certains – dont la France, pour des raisons historiques – elle déborde largement sur l'économique dans d'autres pays – l'Allemagne par exemple, où le sentiment d'opposition n'est que de 66%. Il faut aussi tenir compte des possibilités d'expression actuelles du peuple, de sa possibilité de voir des dirigeants (donc l'élite) porter ses revendications. Et la France, bloquée sur ce point nous l'avons dit, est ainsi logiquement largement devant des pays qui ont, par exemple, un gouvernement conservateur, comme l'Autriche (64%) ou la Pologne (50%).

Enfin, tous les pays sondés pensent majoritairement que cette opposition sera forte dans les temps qui viennent, ce qui veut dire qu'il est politiquement indispensable de renouer le lien entre le peuple et les élites, les véritables élites. Or la politique prévue par l'oligarchie pour sortir de la crise des « Gilets jaunes » consiste purement et simplement à accentuer ce clivage, et à dériver la colère qui la vise contre les véritables élites, en jouant sur les armes redoutables que sont le sentiment d'envie et un égalitarisme niveleur qui ne la concerne pas, placée trop haut et trop loin.

Derrière ce constat de déception et de colère, quels sont les enseignements à tirer des principaux problèmes listés par les Français ?

David Nguyen : On le voit assez clairement, c'est la crise des Gilets jaunes qui impose l'agenda des préoccupations prioritaires en France aujourd'hui. Dans l'ordre, il s'agit du niveau faible des salaires et du pouvoir d'achat, du creusement des inégalités sociales, et les flux migratoires en troisième position. Il est intéressant de noter que la France se distingue de l'Allemagne et de l'Autriche, où les questions migratoires sont beaucoup plus en avant qu'en France. Le premier enseignement est que le chômage n'arrive plus en tête des préoccupations comme cela était le cas sous le quinquennat de François Hollande, alors même que nous avons un niveau de chômage qui reste élevé en France. On peut y voir une mécanique de sortie de la crise débutée en 2008. Les Français peuvent avoir le sentiment que la question du chômage, tout en restant importante, est moins intense. Dès lors il s'agit que chacun ait sa part du redémarrage économique, que chacun puisse en bénéficier en termes de pouvoir d'achat. L'autre enseignement concerne le relèvement du niveau des salaires qui arrive bien avant la question des inégalités sociales, ce qui montre que derrière le mouvement des gilets jaunes, il y a peut-être moins une logique égalitariste qu'une logique d'accès à la société de consommation et à l'élévation sociale. Ce qui est demandé, c'est plus d'argent pour survivre pour certains, et pour d'autres, pour pouvoir correspondre au modèle de la classe moyenne avec une maison dont on est propriétaire et une capacité d'offrir des loisirs à sa famille. On voit donc davantage une logique consumériste et statutaire qu'égalitariste puisque la question du pouvoir d'achat se place bien avant celle des inégalités sociales.

Au regard de la hiérarchie des priorités des Français, ne pourrait-on pas voir un "manque" dans l'offre politique française, respectant les attentes de la population ? Quelle serait-elle ?

Christophe Boutin : Ces priorités révèlent un double besoin. Le premier est un besoin de protection, sociale d'abord - augmentation du pouvoir d'achat, diminution de la fiscalité, lutte contre le chômage, garantie des retraites et de la protection de la santé -, physique ensuite - lutte contre l'insécurité et le terrorisme, mais aussi protection de l'environnement. Le second est un besoin de cohésion sociale, au sein d'une même génération - lutte contre les inégalités sociales, contre la pauvreté, question des flux migratoires et des migrants, encadrement de la finance -, mais aussi intergénérationnelle - gestion de la dette publique, question de l'environnement. (Il a oublié le principal : le besoin de démocratie ! On comprend pourquoi en lisant le dernier paragraphe. - LVOG)

Satisfaire ces priorités suppose de mener une politique à la fois nationale et sociale, une politique conservatrice au plein sens du terme, c'est-à-dire une politique de transmission qui s'inscrit dans la durée, dans l'histoire, et une politique de souveraineté et de décision – le contraire en fait de ce que peut être la gouvernance progressiste. Une politique de réconciliation française, qui mêlerait, par exemple, les noms de René de La Tour du Pin ou de Philippe Seguin, et retrouverait l'élan du gaullisme. Les Français veulent reprendre leur destin en main, ils veulent être à nouveau cette communauté qui pourra perdurer dans son être et non se dissoudre au fil des reniements. Et devant le refus qui leur est signifié, ils sont, effectivement, en colère et pensent à la révolution...

### **Un non-événement institutionnel.**

- Affaire Benalla : les sénateurs font vaciller l'Élysée - leparisien.fr 21 mars 2019

La décision du bureau du Sénat, ce jeudi, de saisir la justice du cas de trois hauts collaborateurs d'Emmanuel Macron, Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée et indispensable bras droit du chef de l'État, Patrick Strodza, directeur de cabinet et le général Lavergne, chef du Groupe de sécurité de la présidence, est un coup redoutable porté au chef de l'État.

Partout au sein de la macronie, le même cri de colère : il s'agit d'une manœuvre « politique politicienne ».

LVOG - Et de lâcher le morceau.

Le Parisien - Comment, dans pareille ambiance, faire avancer la réforme des institutions, reportée pour cause de crise des Gilets jaunes ?

Pour mener à bien sa réforme des institutions, le président a un atout maître dans sa manche : une large majorité à l'Assemblée. Ce jeudi, ses proches étaient nombreux à rappeler que « la loi organique, qui permet de revoir le nombre de parlementaires et les modalités de l'élection, ne nécessite pas l'accord des deux



assemblées ». Un coup de semonce. Ou comment sous-entendre que si les sénateurs veulent la guerre, ils vont l'avoir. leparisien.fr 21 mars 2019

### **Acte XIX**

#### **- Manifestation interdite samedi à Marseille par crainte de heurts - Reuters 21 mars 2019**

La préfecture de police des Bouches-du-Rhône a annoncé vendredi l'interdiction de toute manifestation samedi prochain dans le centre-ville de Marseille par crainte de heurts entre militants d'extrême gauche et d'extrême droite. Reuters 21 mars 2019

A nice également...

#### **- "Gilets jaunes": Castaner exige l'"impunité zéro" - Reuters 21 mars 2019**

"Je vous demande de faire en sorte que la doctrine de maintien de l'ordre soit effectivement et résolument mise en oeuvre sans hésitation ni demi-mesure", a déclaré Christophe Castaner lors de la cérémonie d'installation du nouveau préfet.

"Samedi, sur les Champs-Élysées, il n'y avait pas de manifestants, il n'y avait que des haineux, des ultras, des factieux, des gens venus pour casser, pour détruire, pour agresser, car on ne peut pas se prétendre simple spectateur de ceux qui défigurent Paris, de ceux qui balafrent la France", a-t-il expliqué.

"M. le préfet de police, je vous demande donc une impunité zéro. La place des blacks blocs est en prison, pas sur les Champs-Élysées", a continué Christophe Castaner. (Pas dans les tribunaux puisqu'ils y sont également absents, étrange, non ? Non, normal. - LVOG)

Didier Lallement, 62 ans, aura sous ses ordres 45.800 femmes et hommes, dont 27.500 fonctionnaires de police.

Il a notamment été conseiller au cabinet du ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement sous un gouvernement de gauche à la fin des années 1990. (Ils sont tous Macron compatible. - LVOG)

#### **En famille. Plus royaliste que le roitelet !**

#### **- "Gilets jaunes": Royal favorable au déploiement des militaires - Reuters 21 mars 2019**

C'est une constante chez eux depuis août 1914 !

#### **- Une intelligence artificielle au pouvoir? 1 Français sur 4 serait d'accord - Le HuffPost 21 mars 2019**

Alors que les démocraties occidentales traversent une crise de représentativité majeure, un Français sur quatre serait prêt à laisser une intelligence artificielle (IA) prendre les décisions importantes pour l'avenir du pays. Le HuffPost 21 mars 2019

Le HuffPost est un clone du Washington Post, ils prennent leurs rêves pour la réalité en pleine crise de démence...

#### **Ah, vous nous pourrissez la vie à la fin, vous avez gâché notre week-end à la neige !**

#### **- "Gilets jaunes": Brigitte Macron appelle à "l'arrêt de la violence" - AFP 21 mars 2019**

"On veut arrêter cette violence parce qu'il n'y a pas de vie possible, pas de réconciliation possible avec cette violence", a plaidé l'épouse du chef de l'État. AFP 21 mars 2019

### **Totalitarisme En Marche. Ils osent tout. Ce sont des monstres qui nous gouvernent.**

- France : le gouvernement utilise pour la première fois des marqueurs chimiques et des nano-particules sur des manifestants - par Strategika 51 - publié par le Comité Valmy 20 mars 2019

A leur insu, des Gilets Jaunes et des passants sont devenus des cobayes pour la première expérimentation mondiale sur des humains de nano-particules et de marqueurs chimiques dont l'effet sur les organismes biologiques est encore très mal connu.

Pour le gouvernement français, il s'agit de « produits de marquage chimique codé » inoffensifs qui imprègnent la peau, les cheveux et les vêtements des personnes visées pour une durée variant entre plusieurs semaines et des dizaines d'années.

Officiellement cette technologie floue n'a jamais été utilisée contre des êtres humains.

Cependant, des informations précises recueillies auprès de certains professionnels de la sécurité indiquent que lors de l'Acte XVIII des Gilets jaunes, des canons à eau et des gaz contenant des marqueurs d'ADN et des nano-particules ont été utilisés contre les manifestants sans que ces derniers n'en aient été avertis au préalable.

Outre les marqueurs chimiques et les nano-particules dont on connaît très mal les effets sur la santé humaine, l'adjonction de nouvelles substances psychotropes aux gaz CS s'assimile à une véritable expérimentation à grande échelle de nouvelles techniques de contrôle social similaires à celles des pires dystopies des films et romans de science-fiction.

Ces « armes à ADN » développés en Grande-Bretagne et largement utilisés en Israël contiennent des substances chimiques et biologiques dont la nocivité sur la santé humaine a été délibérément ignorée, notamment en Israël où des détenus palestiniens affirment avoir contracté divers types de cancers suite à leur marquage ADN ou l'usage d'autres techniques de contrôle impliquant des nano-particules susceptibles d'avoir endommagé le matériel génétique des cellules de leurs organismes.

Le gouvernement français a reconnu avoir utilisé des marqueurs chimiques sur des manifestants à titre d'expérimentation lors des manifestations du 01er mai 2018. Or les populations auraient dû être averties qu'elles allaient faire l'objet d'expériences interdites.

Pour les défenseurs de tels procédés, les produits de marquage ADN ou ARN ne représentent aucun danger mais leurs propos ne sont étayés par aucune évidence scientifique.

On sait que l'impact de la plupart des produits biochimiques utilisés par ou sur l'homme ne peut être décelé qu'après des années puisque la plupart des études non positives sont systématiquement censurées par les grandes compagnies de l'industrie chimique.

L'usage des substances psychotropes pour le contrôle des manifestations et des émeutes urbaines s'est révélé bien plus dangereux sur le terrain.

En 2014, les forces de maintien de l'ordre en Ukraine ont expérimenté des bombes à gaz contenant du LSD fournies par une société israélienne sur des manifestants à Kiev et le résultat fut catastrophique : les manifestants ciblés sont devenus bien plus agités et violents et certains ont commencé à avoir des convulsions violentes avant de se lancer à corps perdus vers les véhicules de police, nécessitant l'usage de balles réelles pour les arrêter.

Au Brésil, la police a expérimenté dès 2016 des substances chimiques censées calmer les émeutiers mais l'expérience tourna mal et la police avait fini par réduire les violences par l'usage d'armes de guerre. En réalité, la substance utilisée ressemblait à une drogue neurotoxique extrêmement dangereuse qui avait un impact direct sur le système nerveux.

En Israël, certains gaz utilisés contre les manifestants contiennent outre des perturbateurs endocriniens, des substances hallucinogènes et du LSD afin de rendre les manifestants plus violents par effet recherché afin de justifier l'usage des snipers et des tirs de très haute vitesse (balles en alliage spécial pouvant avoir une vitesse initiale de 1200 m/seconde).

Les gaz utilisés en France pour le maintien de l'ordre incluent le CS ((2-chlorobenzylidene malononitrile), des irritants mais depuis peu des neurotoxiques pouvant profondément altérer les capacités de perception et de conscience.

D'autres types de nano-particules sont de plus en plus utilisés dans le maintien de l'ordre mais leur usage reste secret car même les policiers qui les utilisent ne savent pas toujours la nature de l'arme non-létale qu'ils utilisent.

Avec les marquages chimiques des individus, nos sociétés viennent de franchir un pas supplémentaire dans le contrôle totalitaire de l'individu, jusqu'aux racines de ses cheveux et son ADN. (Strategika 51 le 20 mars 2019)

LVOG - Le recours à de telles armes démontre que nous sommes en présence d'un régime qui est prêt à exterminer par n'importe quel moyen ses opposants, qu'on caractérisera de despotique ou totalitaire, bien qu'il n'ait pas encore déployer tout son savoir-faire dans l'art de réprimer toute contestation.

Alors, on les extermine ou on fait avec ces despotes fanatiques, enragés qui constituent une menace sérieuse pour la civilisation humaine dont ils se sont exclus eux-mêmes ? Si la question de la nécessité historique d'un changement de régime ne se posait pas maintenant, c'est qu'on ne la posera jamais.

Se radicaliser doit signifier demeurer fidèle au socialisme qui est la seule alternative existante et cohérente au capitalisme, car en utilisant de tels moyens pour nous combattre, c'est notre "viabilité" qui est en cause, ce qui confirme bien que nos ennemis mènent une lutte à mort contre les exploités et les opprimés, c'est donc à ce niveau que l'on doit situer notre combat, dans la perspective de l'éradication du capitalisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme de la surface de la terre. Cela signifie qu'on doit s'engager résolument dans la voie favorisant la disparition du capitalisme et ses institutions, quitte à devoir consentir des sacrifices pour y parvenir, à côté desquelles le destin qu'il nous a réservé sera pire que tout ce qu'on a pu imaginer en terme de cruauté ou de barbarie. Mais pour atteindre cet objectif, il faut au préalable s'emparer du pouvoir politique, réussir notre révolution, vaincre nos ennemis, et cela ne s'improvise pas. Malheur à ceux qui refuseraient de l'admettre ou qui tarderaient à prendre conscience !

### **Si vous laissez passer l'opportunité d'une révolution prolétarienne, voilà ce qui vous attend.**

- Pays-Bas : percée de la droite populiste au Sénat, revers pour Rutte - AFP 21 mars 2019

Une jeune formation anti-immigration et eurosceptique est entrée en force au Sénat des Pays-Bas, où elle est désormais le plus grand parti après avoir détrôné celui du Premier ministre Mark Rutte, mis en difficulté trois jours après une fusillade "terroriste" à Utrecht.

Présent dans la chambre basse mais absent jusque-là du Sénat, le parti Forum pour la démocratie (FvD) de Thierry Baudet, 36 ans, est sorti grand vainqueur des élections provinciales qui servent à désigner les représentants à la chambre haute du parlement.

Le FvD, un parti existant depuis seulement deux ans, sera désormais le plus important au Sénat avec 13 sièges, suivi de près par le VVD de M. Rutte, qui en conserve 12 après le décompte de 98,5% des votes, ont rapporté jeudi la télévision publique NOS et l'agence de presse néerlandaise ANP.

Mark Rutte, qui a joué un rôle-clé dans les négociations sur le Brexit entre l'Union européenne et Londres, est au pouvoir depuis huit ans. Mais ce revers le rend vulnérable en l'obligeant à obtenir le soutien de partis extérieurs à la coalition. Il n'exclut pas une éventuelle collaboration avec le FvD "sur certains sujets", a-t-il déclaré à des journalistes lors d'un déplacement à Bruxelles.

Le VVD, formation de centre-droit de M. Rutte, et les trois autres partis de la coalition n'ont plus que 31 sièges - contre 38 avant les élections - sur les 75 que compte le Sénat.

"Nous allons devoir nous mettre au travail", a-t-il déclaré à ses sympathisants à l'issue du scrutin. "Nous allons devoir discuter avec d'autres partis pour faire en sorte de continuer à bien diriger ce pays".

Conscient qu'il va devoir travailler avec des partis situés plus à gauche de la coalition, dont les écologistes de GroenLinks, M. Rutte sait aussi qu'il va devoir tourner la tête à droite. Il a déclaré qu'il n'écartait pas la possibilité de travailler avec M. Baudet "sur certains sujets".

"Ce que j'espère, c'est que le FvD, maintenant qu'il est devenu si grand, même le plus grand de ces élections, soit préparé à aider à consolider la base de la gestion politique des Pays-Bas", a-t-il dit à des journalistes en marge d'un déplacement pour le sommet de l'UE à Bruxelles. AFP 21 mars 2019

Ces braves démocrates du VVD et les trois autres partis avec lesquels il s'est allié sont prêt à "travailler" avec le parti d'extrême droite FvD. En France RN soutient LREM, Macron et le gouvernement de l'extérieur...

### **L'Empire anglo-saxon-sioniste : Une menace mondiale.**

- Corée du Nord: Les Etats-Unis sanctionnent deux compagnies maritimes chinoises - Reuters 21 mars 2019

- Le Hezbollah, menace pour la stabilité du Moyen-Orient, selon Pompeo - Reuters 21 mars 2019

Reçu par le président israélien Reuven Rivlin à Jérusalem, le chef de la diplomatie américaine a dit considérer le Hezbollah, le mouvement palestinien Hamas et la milice yéménite des Houthis - qui bénéficient tous du soutien de Téhéran - comme "des entités représentant des risques pour la stabilité du Moyen-Orient et pour Israël".

"Ils sont résolus à rayer ce pays de la carte et nous avons l'obligation morale et politique d'empêcher que cela advienne. Vous devez savoir que les Etats-Unis s'y tiennent prêts", a dit Mike Pompeo lors de son entretien avec le président israélien. Reuters 21 mars 2019

- Trump soutient la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan - AFP 21 mars 2019

Le président américain Donald Trump s'est prononcé jeudi en faveur de la reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan, une décision en rupture avec la position des Etats-Unis depuis des décennies.

Israël a conquis une grande partie du Golan, soit 1.200 km<sup>2</sup>, lors de la guerre des Six Jours en 1967 et l'a annexée en 1981, mais la communauté internationale n'a jamais reconnu cette annexion.

"Après 52 ans, il est temps pour les Etats-Unis de reconnaître pleinement la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan, qui a une importance stratégique pour l'Etat d'Israël et la stabilité régionale", a tweeté le président américain au moment où son chef de la diplomatie Mike Pompeo se trouvait à Jérusalem.

"Le président Trump vient d'écrire une page d'histoire", a insisté le Premier ministre israélien lors d'un dîner avec M. Pompeo.

Fin 2017, Donald Trump avait déjà rompu avec le consensus international en reconnaissant unilatéralement Jérusalem comme la capitale d'Israël. La partie orientale de la Ville sainte a été conquise par Israël en 1967 et annexée en 1981.

La communauté internationale juge illégale cette annexion, et renvoie le statut final de la ville à des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens. AFP 21 mars 2019

### **Totalitarisme. Le règne de la terreur appliqué aux enfants.**

LVOG - Vous comprenez pourquoi ils veulent formater le cerveau de nos enfants ou petits-enfants dès l'école primaire en France.

- Burundi : des lycéennes en prison pour le gribouillage du portrait du président Nkurunziza - Franceinfo 21 mars 2019

Accusées d'avoir gribouillé dans un manuel scolaire la photo du président Pierre Nkurunziza, trois adolescentes ont été arrêtées et écrouées en attendant leur procès.

Les élèves, âgées de 15, 16 et 17 ans, sont poursuivies pour "outrage au chef de l'Etat" et risquent jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et une amende de 250 euros.

Elles ont été arrêtées le 12 mars 2019, en même temps que quatre autres camarades après la découverte du délit : des gribouillages sur la photo du président Pierre Nkurunziza dans leurs livres d'école.

Alerté très probablement par le directeur du lycée, le procureur de la région s'est aussitôt saisi de l'"affaire". Après une première vérification, quatre élèves, dont un garçon âgé de 13 ans, ont été innocentés et libérés. Trois autres filles ont été, elles, envoyées à la maison d'arrêt pour mineures où elles sont encore sous le choc et terrifiées, selon leurs familles.

Ce n'est pas la première fois que des mineurs sont poursuivis en justice pour ce genre d'histoires. En 2016, plusieurs élèves avaient été condamnés jusqu'à 20 ans de prison pour "outrage au chef de l'Etat" et "atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat". Franceinfo 21 mars 2019